

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron
ZAC de Bourran
9 rue de Bruxelles
12000 Rodez

Rodez, le 04/02/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/01/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SA COLAS SUD-OUEST

Avenue Charles Lindbergh
BP 70342
33694 Mérignac

Références : 12-CRARC-2026-43
Code AIOT : 0006803644

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/01/2026 dans l'établissement SA COLAS SUD-OUEST implanté La Plaine - les Barrières de Gages 12630 Montrozier. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection se déroule dans le cadre des travaux de dépollution du site exploité par la société COLAS SUD-OUEST sur la commune de MONTROZIER.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SA COLAS SUD-OUEST
- La Plaine - les Barrières de Gages 12630 Montrozier

- Code AIOT : 0006803644
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

- De 1931 à 1985, le site est occupé par une usine de fabrication d'émulsion. Le site est occupé par les exploitants d'une ancienne mine : l'usine de Gages ;

- En 1985, l'arrêté préfectoral n°85-1739 daté du 09/07/1985, autorise le groupe COLAS MIDI MEDITERRANEE à exploiter sur le site une unité de production de liants routiers, et une centrale d'enrobage à froid. Une nouvelle usine est construite, ce qui correspond à ce qui a été relevé sur les photographies aériennes historiques ;

- La centrale d'enrobage à chaud (arrêté n°931966 du 30 août 1993) soumise à autorisation, a été mise en place en 1993, et a été arrêtée en 2006. La demande de cessation d'activité a été déposée en juin 2009 ;

- En 2008, la centrale mobile à chaud implantée temporairement au lieu-dit « Les Calzéros » sur le territoire de la commune d'ONET LE CHATEAU (arrêté préfectoral n°2006-114-7), a été rapatriée et entreposée sur le site en 2008. La cessation d'activité n'a pas été effectuée ;

- Depuis le 01/01/2009, l'exploitant du site change, et devient COLAS SUD-OUEST.

- L'arrêté du 7 décembre 2018 portant actualisation de l'arrêté préfectoral d'exploiter du 9 juillet 1985 est le dernier arrêté encadrant les activités du site : installations de production de liants routiers et d'enrobés à froid.

- Le 24 août 2020, l'exploitant a déclaré à la préfète de l'Aveyron son souhait de cesser ses activités. Cependant le dossier de notification était incomplet.

- L'inspection des installations classées a effectué une visite d'inspection le 13 novembre 2024 et a constaté que les activités autorisées ont bien été arrêtées. Cependant les recommandations de dépollution faite par le prestataire chargé de réaliser les diagnostics des sols n'ont pas été mises en œuvre. La préfète de l'Aveyron a, par arrêté du 10 janvier 2025, mis en demeure la société COLAS SUD-OUEST de procéder à la dépollution du site.

Contexte de l'inspection :

- Pollution
- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- AN26 Libération foncier SSP

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les

informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	travaux de dépollution	AP de Mise en Demeure du 10/01/2025, article 1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les travaux de dépollution sont actuellement en cours. Dans son diagnostic initial, le bureau d'études BURGEAP a retenu les seuils de réhabilitation suivants :

- 2 000 mg/kg pour les hydrocarbures ;
- 15 mg/kg pour le naphthalène.

Après purge des sources de pollution concentrée, l'état environnemental du site est considéré comme compatible avec l'usage projeté, sous réserve d'une présence non permanente du personnel, limitée à des interventions ponctuelles.

En cas d'évolution du projet, notamment en cas de construction d'un nouveau bâtiment sur le site

ou en périphérie de celui-ci, l'étude devra être actualisée afin de prendre en compte les modalités de construction envisagées.

Dans tous les cas, il conviendra d'assurer la conservation de la mémoire de la qualité environnementale du site, notamment par une inscription dans les documents d'urbanisme, les actes de vente et/ou au service de la publicité foncière.

L'inspection des installations classées procédera à une visite d'inspection à l'issue des travaux de dépollution afin de permettre à terme d'acter la cessation des activités de ce site.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : travaux de dépollution

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 10/01/2025, article 1
Thème(s) : Autre, travaux de dépollution
Prescription contrôlée : La société COLAS SUD-OUEST est mise en demeure de procéder, conformément aux recommandations de la société GINGER BURGEAP dans son rapport du 8 septembre 2022 susvisé, à la dépollution du site qu'elle exploite au lieu-dit « Les Rives » - La plaine de Gages - 12630 MONTROZIER
Constats : Dans son rapport en date du 8 septembre 2022, la société GINGER BURGEAP a mis en évidence la présence de zones de pollution concentrée en naphtalène et en hydrocarbures. Elle a recommandé à l'exploitant de traiter ces sources de pollution afin d'atteindre des concentrations inférieures à 2 000 mg/kg pour les hydrocarbures et à 15 mg/kg pour le naphtalène. L'exploitant a indiqué à l'inspection avoir réalisé de nouveaux sondages en décembre 2025, lesquels confirment les résultats obtenus par la société GINGER BURGEAP. À cette occasion, l'exploitant a présenté à l'inspection un plan de terrassement identifiant quatre zones à traiter : <ul style="list-style-type: none">• une surface de 675 m² correspondant à l'ancien poste enrobé et à la fosse de décantation, polluée en hydrocarbures (sondage COL05 : 5 800 mg/kg) ;• une surface de 35 m² correspondant à l'ancienne cuve d'huile, également polluée en hydrocarbures (sondage TM1 : 2 700 mg/kg) ;• une surface de 15 m² correspondant à l'ancienne zone de dépotage, polluée en hydrocarbures (sondage F13 : 3 100 mg/kg) ;• une surface de 240 m² correspondant à une zone anciennement occupée par des cuves de bitume, polluée en naphtalène (concentration mesurée à 900 mg/kg - sondage COL15). L'exploitant a fait le choix de réaliser les travaux de dépollution en régie. L'inspection a constaté que les opérations de terrassement sont en cours sur les zones COL05 et COL15. Les terres excavées de la zone COL05 sont stockées sur film polyane dans l'attente des résultats d'analyses. Il en est de même pour les terres excavées sur la zone COL15 entre 0 et 2 mètres de profondeur. La pollution étant plus concentrée entre 2 et 4 mètres sur cette zone, l'exploitant a indiqué à l'inspection que les terres correspondantes sont évacuées directement vers l'entreprise de traitement des déchets Séché, située à Roques-sur-Garonne (31). En fonction des résultats analytiques des autres terrassements, les terres présentant des concentrations en hydrocarbures supérieures à 2 000 mg/kg seront orientées vers l'entreprise

Séché pour traitement. En-deçà de ce seuil, l'exploitant prévoit leur réutilisation en remblais des excavations sur site, complétée par des apports de terres issues d'autres chantiers, sous réserve de la réalisation préalable d'analyses attestant de leur compatibilité (concentration en hydrocarbures inférieure à 500 mg/kg).

Au total, le volume de terres polluées à excaver est estimé à environ 800 m³ pour les hydrocarbures et 240 m³ pour le naphthalène, soit environ 1040m³. Dans son rapport du 8 septembre 2022, la société GINGER BURGEAP estimait le volume de terres à excaver à 2400m³. L'exploitant a indiqué à l'inspection viser une fin des travaux de dépollution en mars 2026, afin de rendre le site compatible avec un usage de stockage de matériel, sans présence permanente de personnel.

Afin d'assurer la sécurité de son personnel lors des travaux d'excavation, l'exploitant utilise un détecteur à photo-ionisation (PID) permettant de mesurer les composés organiques volatils (COV). Au-delà d'un seuil de 5 ppm, le port d'un masque à cartouches filtrantes est rendu obligatoire pour les agents. Le jour de l'inspection, la mesure effectuée au fond de la fosse COL15, au contact du sol à une profondeur de 2 mètres, indiquait une concentration de 1,4 ppm.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Le volume estimé par COLAS de terres à traiter étant bien inférieur à celui estimé par le bureau d'étude GINGER BURGEAP, l'inspection demande à l'exploitant de justifier cette différence.

L'inspection demande également à l'exploitant de transmettre les résultats des analyses, les bordereaux de suivi des déchets relatifs aux terres polluées évacuées vers l'entreprise Séché pour traitement, ainsi qu'à l'issue des travaux un rapport de synthèse des opérations de réhabilitation intégrant le bilan des travaux réalisés et l'ensemble des justificatifs d'élimination des déchets.

Type de suites proposées : Sans suite